

texte de couvert

dijon

INTRODUCTION

Que cela nous plaise ou non, les mois qui viennent vont être dominés par le rendez-vous électoral des législatives. Un déferlement de luttes dès la rentrée, peu probable, ne ferait même sans doute qu'accentuer encore la polarisation de la « vie politique » sur le débouché normal et constitutionnel qui fait l'unanimité des grands et petits partis nationaux : le crétinisme parlementaire.

Quelle que soit l'attitude de la bourgeoisie face à de telles luttes, pense-t-on que la direction du PCF ne referait pas l'opération de 68, exigeant de nouveau le verdict des urnes ?

Le crétinisme en question va par ailleurs être démultiplié par l'ambiance internationale : après l'Italie, il y a peu, nous aurons droit aux farces électorales américaine et allemande, sans parler des referendums sur l'entrée dans le Marché Commun (Norvège, Danemark). La caractéristique principale de la période que nous traversons reste cependant plus que jamais, du point de vue du pouvoir de la classe dominante, l'impuissance du Parlement bourgeois traditionnel (ex. : Italie, Grande-Bretagne) à éviter les crises sociales engendrées par le capitalisme pourrissant, la constitution d'Etats forts n'apportant pas plus de solutions aux mêmes problèmes (sinon provisoires : Grèce, Turquie). Quant au « modèle » des années soixante, l'Etat pompidologauilliste, le crétinisme sus-nommé, y trouve une saveur particulière dans la déliquescence accentuée d'une Chambre à la botte du Président et du grand Capital, où l'on comptera bientôt sur les doigts de la main les députés UDR qui ne sont pas mêlés à un quelconque scandale.

Les législatives vont bien être au centre des « débats », que ce soit au Café du Commerce, dans les meetings de Marchais, ou sur les ondes de l'UDRTF. En ce sens, la tactique électorale proposée par le Bureau Politique au Comité Central, dans le cadre de l'ouverture du débat précédant le 3ème Congrès national (bulletin intérieur No 28, p. 23 : « nous devons nous désister au second tour pour le candidat d'Union de la Gauche, qu'il s'agisse d'un candidat du PC ou d'un candidat du PS, à l'exception toutefois des porte-paroles du mouvement réformateur au sein du Parti Socialiste ») va être également au cœur de nos propres discussions internes, et un des points importants sur lesquels le Congrès devra trancher. Cette tactique, ainsi que d'autres qui lui sont opposées (vote PCF, abstention, etc...) peuvent fort bien être bouleversées par l'évolution de la lutte des classes dans les mois qui viennent. Mais une tactique est toujours l'application d'une stratégie. On ne soutient pas

l'Union de la Gauche, par exemple, sans une certaine analyse de la nature des organisations qui la composent (PCF, PS, radicaux de gauche, sans parler du PSU oublié dans l'affaire), ainsi que de l'orientation de leur programme, et de leur pratique réelle, quant à ses conséquences sur la mobilisation des travailleurs contre l'Etat bourgeois. Eventuellement, c'est même toute une conception du gouvernement des travailleurs, de la dictature du prolétariat, et de la période de transition au socialisme qui sous-tend une telle tactique.

Quelle que soit la position qui sera adoptée le moment venu, il faut donc mener le débat à fond en ce qui concerne les tenants et les aboutissants de cette tactique.

I. — Une tactique « sui generis »

L'ensemble du texte contenu dans le BI No 28, pour général qu'il soit, est globalement assez correct ; en particulier dans la première partie, sur la crise du capitalisme français, bien que n'apportant rien de nouveau par rapport à nos analyses antérieures. Certaines affirmations sont cependant troublantes :

— à propos de la grève générale de Mai 68 (p. 15), on lit : « cette expérience malheureuse n'a évidemment pas renforcé la crédibilité des voies de passage révolutionnaire au socialisme dans la conscience des travailleurs ».

Aurait-elle par hasard renforcé la « crédibilité » des voies parlementaires et pacifiques, en particulier dans l'« avant-garde large » ? Cela serait à démontrer.

— à propos du mot d'ordre de « gouvernement des travailleurs, défini par la nature radicalement anti-capitaliste de son programme », opposé au mot d'ordre de « gouvernement d'Union de la Gauche » : « cette tactique et ce mot d'ordre ont essentiellement une valeur propagandiste... nous devons bien comprendre la fonction éducative de ces mots d'ordre, et éviter de nous comporter comme s'il s'agissait de mots d'ordre de politique actuelle, c'est-à-dire déterminant la politique concrète de l'organisation » (p. 21).

Et plus loin : « En matière de tactique électorale, nous ne nous déterminons pas en fonction de positions de principe simples et figées. Il s'agit bien de tactique. Dans chaque cas nous nous déterminons en considérant la signification des élections dans la conjoncture, du point de vue de la lutte des classes » (p. 23).

Une telle conception, qui ramène la stratégie révolutionnaire du **Front Unique de Classe** à un « principe simple et figé », qui ne peut déterminer notre pratique actuelle et concrète puisque nous ne sommes pas assez implantés par rapport au PCF, oscille dangereusement au bord de l'opportunisme. Elle fait résulter toute tactique, conçue « en soi », d'une « conjoncture » que la simple existence des révolutionnaires ne semble en rien modifier. Elle sépare notre politique « actuelle » de notre politique « future » dans un sens qui rappelle la division que faisait la meilleure tradition réformatrice entre « programme minimum » et « programme maximum ». Comment passer de l'une à l'autre ?

Pour nous, il ne doit pas y avoir de tactique « sui generis », c'est-à-dire propre à elle-même, en dehors de toute considération de principe, en dehors d'une stratégie d'ensemble, résultant d'un **programme de transition**.